

# **BUDGET PRIMITIF 2023**

## **NOTE TECHNIQUE**

La présente note vient à l'appui de la présentation qui sera faite en séance du Conseil Municipal et concerne les trois budgets à caractère administratif :

Budget Principal

Budget annexe PRU

Budget annexe des services assujettis à la TVA

### **SOMMAIRE**

<b>I – LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>Page 2</b>
• Dotations et participations de l'État	Page 2
• Participations et subventions diverses	Page 3
• Fiscalité des ménages	Page 3
• Taxe professionnelle – Compensation et Réforme	Page 4
• Autres impôts et taxes	Page 4
• Produits de gestion courante	Page 5
• Produits financiers	Page 6
• Produits exceptionnels	Page 6
<b>II – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>Page 7</b>
• Charges à caractère général	Page 7
• Charges de personnel	Page 9
• Subventions aux associations	Page 9
• Autres contributions	Page 9
• Charges financières	Page 9
• Charges exceptionnelles	Page 9
<b>III – LES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>Page 10</b>
• Cessions des immobilisations	Page 10
• Recours à l'emprunt	Page 10
• Subventions sur opérations d'investissement	Page 11
• Fonds de compensation de la TVA	Page 11
• Autres recettes d'investissement	Page 11
• Amortissement des immobilisations	Page 12
• Epargne brute	Page 12
• Reprise anticipée des excédents antérieurs	Page 12
• Transferts entre budgets	Page 12
• Opérations patrimoniales	Page 12
<b>IV – LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>Page 13</b>
• Opérations d'équipement brutes	Page 13
• Remboursement de la dette et cautions	Page 15
• Travaux en régie	page 15
• Subventions d'équipement versées	Page 15

## I-LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

RECETTES DE FONCTIONNEMENT			
	2023	Répartition 2023	Evolution 2022/2023
Dotations et participations (Etat)	8 717 920 €	23,99%	437 810 €
Dotations et participations (divers)	1 422 790 €	3,91%	-287 290 €
Fiscalité des ménages	18 110 100 €	49,83%	1 510 100 €
TP (compensation et réforme) et FPIC	2 779 360 €	7,65%	0 €
Autres impôts et taxes	2 304 000 €	6,34%	270 000 €
Produits de gestion courante	4 678 130 €	12,87%	419 210 €
Produits financiers	0 €	0,00%	-28 420 €
Produits exceptionnels	47 000 €	0,13%	0 €
<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>	<b>38 059 300 €</b>	<b>104,72%</b>	<b>2 321 410 €</b>
Tranferts entre budgets	488 520 €	1,3%	39 550 €
Amortissement des subventions perçues	18 200 €	0,05%	3 200 €
Travaux en régie	300 000 €	0,83%	0 €
<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>	<b>806 720 €</b>	<b>2,22%</b>	<b>42 750 €</b>
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>38 866 020 €</b>		<b>2 364 160 €</b>

### **DOTATIONS ET PARTICIPATIONS ETAT 8 717 920 €**

♦ DGF :	5 170 480 €
♦ DSU :	1 967 320 €
♦ DNP :	695 600 €
♦ Compensations exonérations fiscales :	754 160 €
♦ F.C.T.V.A. (sur dépenses d'entretien) :	90 000 €
♦ Autres dotations :	40 360 €

**Evolution 2022/2023= + 437 810 €**

**Soit :**

	BP à BP	Réel 2022 à BP 2023
D.G.F	240 480 €	250 000 €
D.S.U	57 320 €	-3 €
D.N.P	-14 400 €	-2 €
Compensations exonérations fiscales	97 160 €	638 €
F.C.T.V.A (sur dépenses d'entretien)	45 000 €	-3 797 €
Autres dotations	12 250 €	11 066 €

Concernant la D.G.F, une augmentation de 250 000€ a été estimée au titre de la dotation complémentaire de soutien aux collectivités instaurée par la loi de finances pour 2023.

Egalement, est inscrite au budget 2023, une dotation pour la troisième station de délivrance des titres sécurisés (CNI et passeports) en service depuis 2022.

**PARTICIPATIONS ET SUBVENTIONS DIVERSES****1 422 790 €**

Dans cette rubrique :

- ♦ Convention Territoriale Globale (ex Contrat Enfance Jeunesse)
- ♦ Prestations de service versées par la CAF (petite enfance ; accueils de loisir...)
- ♦ Prestations de service versées par la MSA (petite enfance ; accueils de loisir...)
- ♦ Dotation de l'Etat pour organisation des scrutins électoraux

**Evolution 2022/2023 =****- 287 290 €****Soit :**

Jeunesse / Education (ALSH, ludothèque, CEJ ; AEP, Tps périscol ; PEDT ; EMS)	-172 860 €
Administration de la collectivité, culture et animation	-85 650 €
Enfance et parentalité	-28 780 €

Secteur jeunesse / éducation :

Le Contrat Enfance Jeunesse dispositif porté par la CAF prend fin au 31/12/2022. Il sera remplacé par le volet « Bonus territoire » de la future Convention Territoriale Globale à souscrire en 2023. Cette nouvelle convention prévoit un versement direct à la SCOPE de son financement. Dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse, la part de la SCOPE était versée à la Ville qui la lui restituait (- 125 000€). De même, du fait de l'absence de perspective sur le devenir du financement du poste de coordination du secteur jeunesse, la recette présente au Contrat Enfance Jeunesse n'a pas été budgétée pour 2023 (- 40 170€).

Secteur administration de la collectivité, culture et animation :

Les dispositifs nationaux de soutien aux contrats d'apprentissage et le financement du poste de chef de projet « Action Cœur de Ville » prennent fin en 2022 (- 56 000€).

En 2023 pas de scrutins nationaux. La participation de l'Etat à leur organisation inscrite et perçue en 2022 n'est donc pas reconduite dans la prévision budgétaire 2023 (- 16 200€)

Secteur enfance et parentalité :

La future Convention Territoriale Globale va regrouper les financements des structures de l'accueil du jeune enfant (prestations de service et bonus territoire). Les premiers éléments, relatifs aux nouvelles modalités de calcul, communiqués par la CAF permettent d'estimer une perte de financement de 22 770€.

**FISCALITE DES MENAGES (TH+TFB+TFNB)****18 110 100€**

Le produit fiscal 2023 a été estimé, en appliquant aux bases notifiées pour 2022, une revalorisation de 6%.

Les bases fiscales sont revalorisées chaque année par l'application de l'évolution constatée de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) entre le mois de novembre N-2 et N-1. L'évolution de cet indice entre novembre 2021 et novembre 2022 est estimé à 6%.

	BP à BP	Réel 2022 à BP 2023
Fiscalité des ménages	1 510 100 €	1 026 120 €

**TAXE PROFESSIONNELLE – COMPENSATION REFORME – FPIC 2 779 360 €**

♦ Attribution de compensation TP:	2 280 000 €
♦ Dotation réforme TP:	127 000 €
♦ FPIC:	372 360 €

**Attribution de compensation de TP :** La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) statue chaque année sur l'évolution de cette attribution. Aucune évolution n'est prévue pour 2023.

**Dotation réforme TP :** Cette dotation composée du FNGIR (Fonds Nationaux de Garantie Individuelle des Ressources) et de la DCRTP (Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle) est estimée au montant équivalent à sa notification 2022.

**FPIC :** Le pacte Financier et Fiscal de Solidarité de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire prévoit une répartition dérogatoire « libre » de ce fonds. Ainsi, le pacte garantit aux communes membres un reversement égal au montant perçu au titre du droit commun 2017 tant que le FPIC est constant ou augmente.

En cas de baisse, le reversement se verra appliquer une diminution proportionnelle.

Le montant inscrit au budget 2023 correspond au montant du droit commun 2017.

**AUTRES IMPOTS ET TAXES 2 304 000 €**

	2018	2019	2020	2021	BP 2022	BP 2023	Evolution BP à BP
Taxe sur électricité	583 592 €	612 465 €	574 666 €	593 382 €	570 000 €	570 000 €	0 €
Taxe add. droits de mutation	879 952 €	1 088 538 €	1 113 167 €	2 049 185 €	750 000 €	1 000 000 €	250 000 €
Droits de stationnement	489 423 €	490 758 €	384 840 €	407 532 €	433 000 €	453 000 €	20 000 €
Forfaits post stationnement	71 287 €	79 099 €	74 384 €	92 465 €	81 000 €	81 000 €	0 €
Taxe Locale Pub. Extérieure	198 670 €	212 136 €	177 320 €	199 510 €	200 000 €	200 000 €	0 €
	2 222 924 €	2 482 996 €	2 324 376 €	3 342 074 €	2 034 000 €	2 304 000 €	270 000 €

**Evolution 2022/2023 = + 270 000 €**

Taxe additionnelle aux droits de mutation :

Cette taxe adossée aux transactions immobilières sur la commune connaît depuis 2019 une forte progression. Cette tendance se maintenant, la prévision 2023 a été augmentée de 250 000€ par rapport à celle de 2022.

A titre d'information, les réalisations constatées en 2022 au 28/11 représentent 1 316 760€.

**PRODUITS DE GESTION COURANTE****4 678 130€**

	BP 2022	BP 2023	Evolution
Revenus des immeubles, redevance et divers	1 316 980 €	1 444 640 €	127 660 €
Occupation domaine public - Cimetière - Fourrières	470 870 €	488 930 €	18 060 €
Droits des serv culturels / animations	704 860 €	938 960 €	234 100 €
Droits des serv jeunesse / sports	282 290 €	304 500 €	22 210 €
Droits des services de l'enfance	344 500 €	370 400 €	25 900 €
Droits des service de l'éducation	372 200 €	411 200 €	39 000 €
Prestations et personnel refacturés au CCAS	217 120 €	212 000 €	-5 120 €
Prestations et personnel refacturés à la Communauté d'Agglomération	247 800 €	277 500 €	29 700 €
Prestations et personnel refacturés aux Autres organismes	125 900 €	120 000 €	-5 900 €
Atténuations de charges	176 400 €	110 000 €	-66 400 €
<b>TOTAL</b>	<b>4 258 920 €</b>	<b>4 678 130 €</b>	<b>419 210 €</b>

**Revenus des immeubles :** Contribuent à l'évolution positive de cette rubrique, la revalorisation du loyer de la gendarmerie, l'installation du bureau de poste de St Hilaire St Florent dans les locaux de la Mairie déléguée, le loyer du parc solaire boulevard de la Marne et l'occupation des équipements sportifs (gymnases, stades, centre tennistique).

**Occupation du domaine public :** Le produit des concessions de cimetières est estimé à 50 000€ soit une augmentation de 10 000€ par rapport à la prévision 2022. Ceci au regard des réalisations des trois années antérieures.  
Pour information, le produit 2022 au 28/11 s'établit à 61 600€.

**Services culturels / animations :** La billetterie et la boutique du château contribuent à l'augmentation de cette rubrique pour + 243 000€. Cette estimation résulte de la combinaison des hausses du tarif du billet d'entrée et de la fréquentation.

**Service jeunesse :** Instauration de la tarification des temps de garderie du matin et du soir à l'ALSH du Petit Souper. Antérieurement ces temps étaient compris dans le prix de journée.

**Services de l'enfance :** Le transfert de la crèche Chauvet vers ses nouveaux locaux rue Chanzy s'accompagnera d'une augmentation de sa capacité d'accueil (+ 5 places).

**Prestations et personnel refacturés à Cté Agglo :** Salaires et charges et frais des services communs ou mutualisés. (Informatique – Commande Publique – Courrier – RH – Cabinet du Maire)

**Prestations et personnel refacturés autres organismes :** Dont GAS – Interventions des équipes d'astreinte du CTM – Prestation administrative chaufferie du Chemin Vert – Prestation d'instruction des documents d'urbanisme – Manager de centre-ville.

**Atténuation de charges :** Poste correspondant aux remboursements sur rémunérations (indemnités journalières et autres).

## **PRODUITS FINANCIERS :**

La Ville était bénéficiaire du fonds de soutien aux collectivités ayant souscrit des emprunts à risque pour deux prêts dont elle a opéré la sécurisation en taux fixe.

Dans le dispositif initial, en cas de sortie définitive du prêt à risque, l'aide de l'Etat devait être versée par annuité, de l'année de conclusion de l'opération de sécurisation à 2028, année de clôture du fonds de soutien.

En 2022, l'Etat a proposé à la Ville, de modifier les modalités de versement de l'aide par le versement du solde en une seule fois.

La Ville ayant accepté la proposition de l'Etat, le solde a été perçu en 2022, ce poste de recettes n'a donc plus à être inscrit aux prévisions budgétaires.

## **PRODUITS EXCEPTIONNELS 47 000 €**

En prévisions budgétaires, ces produits sont constitués exclusivement des indemnités versées par les assurances en cas de sinistres.

## **TRANSFERTS ENTRE BUDGETS 488 520€**

Ce poste regroupe les prestations croisées entre les trois budgets à caractère administratif tant en partage des frais de structure (personnel et moyens) que d'équilibre global.

## **AMORTISSEMENT DES SUBVENTIONS PERCUES : 18 200 €**

Lorsqu'une dépense d'équipement amortissable a été financée par une subvention, le montant de cette dernière doit être « rapporté au résultat » au même rythme que l'amortissement de l'équipement financé.

## **TRAVAUX EN REGIE : 300 000 €**

Il s'agit des fournitures, matériaux et charges de personnels des services techniques et bureaux d'études constituant des créations d'immobilisations. Ces travaux, s'ils étaient réalisés par des entreprises seraient intégrés à la section d'investissement en dépenses d'équipement.

## II-LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
	2023	Répartition 2023	Evolution 2022/2023
Charges à caractère général	8 038 780 €	22,1%	1 041 710 €
Charges de personnel directes & Elus	18 560 000 €	51,1%	1 417 500 €
Charges de personnel services communs	1 095 500 €	3,0%	274 000 €
Subventions aux associations	1 450 000 €	4,0%	-150 000 €
Contribution au CCAS	695 000 €	1,9%	0 €
Contribution aux écoles privées	440 000 €	1,2%	-3 100 €
Autres contributions / Autres subventions	73 500 €	0,2%	-25 700 €
Reversement de fiscalité	81 000 €	0,2%	11 000 €
Charges financières	520 000 €	1,4%	-115 000 €
Charges exceptionnelles	12 500 €	0,0%	-8 000 €
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>	<b>30 966 280 €</b>	<b>85,21%</b>	<b>2 442 410 €</b>
Tranferts entre budgets	488 520 €	1,3%	39 550 €
Amortissement des immobilisations	1 620 000 €	4,5%	-180 000 €
Epargne brute	5 791 220 €	15,9%	62 200 €
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>	<b>7 899 740 €</b>	<b>21,74%</b>	<b>-78 250 €</b>
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>38 866 020 €</b>		<b>2 364 160 €</b>

**CHARGES A CARACTERE GENERAL** **8 038 780 €**

Dont :

**Fournitures et prestations de service** **7 147 490€**

- ♦ Fluides (eau, gaz, électricité, chauffage)
- ♦ Carburants
- ♦ Repas dans cantines et structures enfance-jeunesse
- ♦ Prestations de service (spectacles, animations...)
- ♦ Fournitures nécessaires au fonctionnement des services de la ville
- ♦ Entretien et maintenance (bâtiments, parc mécanique, parc informatique, ...)
- ♦ Primes d'assurances et honoraires
- ♦ Locations d'immeubles dont gendarmerie
- ♦ Affranchissement, téléphonie, photocopies, fournitures administratives...
- ♦ Prestation des services communs avec la Communauté d'Agglomération

**Eclairage Public** **550 000 €**

- ♦ Gestion et maintenance : 305 000 €
- ♦ Electricité : 245 000 €

**Impôts et taxes** **204 900 €**

- ♦ Taxes foncières : 160 000 €
- ♦ Redevance spéciale déchets : 40 000 €
- ♦ Autres droits et taxes : 4 900 €

<b>Autres charges et atténuations de produits</b>	<b>136 390 €</b>
♦ Remboursement sur fiscalité perçue :	25 000 €
♦ Cachets des artistes (manifestations) :	45 000 €
♦ Redevances, concessions et brevets :	36 890 €
♦ Aides et secours :	11 500 €
♦ Créances admises en non-valeur ou éteintes :	12 000 €
♦ Autres charges de gestion courante	6 000 €

**Evolution 2022/2023 = + 1 041 710 €**  
**Soit :**

Eclairage public :	+ 9 000 €
Autres charges et atténuations de produits :	- 17 970 €
Fournitures et prestations de services : (détails dans tableau ci-dessous)	+ 1 050 680 €

Fluides	827 550 €	Gaz : + 639 500€ Electricité : + 136 000€ Carburants : + 40 000€ Chauffage urbain : + 18 200€ Autres fluides : + 13 200€ Eau : - 19 350€
Frais de formation, colloques, séminaires, voyages, déplacement et documentation	7 740 €	Formation : + 8 050€ Documentation : - 310€
Nettoyage des locaux	-12 000 €	Nouveau prestataire de service
Alimentation	52 310 €	ALSH Petit Souper : + 15 000€ Restauration scolaire : + 20 000€ Structures petite enfance : + 17 430€ (dont future crèche Chanzy + 5 berceaux) Divers : + 120€
Transports collectif	21 250 €	ALSH Petit Souper : + 10 000€ Ecole Municipale des sports et équitation scolaire : + 5 700€ Ecole Millocheau vers IDE : + 3 800€ Vacances 9-12 ans : + 1 500€ Elections : - 250€
Assurances	12 400 €	Réévaluation contractuelle
Autres prestations de services divers	12 290 €	Location terrains et charges locatives : + 6 210€ Concours divers et cotisations : + 6 080€
Prestations des services communs avec la communauté d'Agglomération	65 200 €	Service Informatique : + 4 000€ Service courrier : + 1 200€ Anjou Vélo Vintage : + 60 000€
Etudes et recherches	60 250 €	Etude de diagnostic sur l'ensemble de la voirie : + 60 000€ Analyse baignade Millocheau : + 250€
Location de matériel, entretien et maintenance	36 480 €	Location de matériel : +9 600€ Entretien terrains et bâtiments : + 27 910€ Maintenances diverses : - 1 030€
Frais télécommunications et maintenance informatique	-8 320 €	Frais de télécommunications : - 6 700€ Maintenance informatique : - 1 620€
Fournitures diverses	-24 990 €	Fournitures diverses : - 18 540€ Produits pharmaceutiques et d'hygiène : - 11 950€ Fournitures d'entretien et de petit équipement : + 5 500€



**CHARGES DE PERSONNEL ET INDEMNITES DES ELUS 19 655 500 €**

- ♦ Charges de personnel directes : 18 200 000€
- ♦ Indemnités des élus : 360 000 €
- ♦ charges de personnel incluses dans services communs 1 095 500 €

**Evolution 2022/2023 = + 1 691 500 €**

Concernant les charges de personnel directes, les prévisions 2023 intègrent :

- Une année entière de revalorisation du point d'indice : + 480 000€
- Un GVT à hauteur de 1,20% : + 210 000€
- Une année entière de participation à la complémentaire santé : + 132 000€

Les charges de personnel incluses dans les services communs sont impactées à l'identique.  
A noter pour 2023, la création du service commun « archives ».

**SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS 1 450 000 €**

L'enveloppe se voit diminuée pour deux motifs :

- Adaptation aux demandes effectuées par le monde associatif
- Sortie du Contrat Enfance Jeunesse, dans lequel, la part de financement dévolue à la SCOPE était versée à la Ville qui la lui restituait par le versement d'une subvention (125 000€).

Pour rappel et information :

Budget voté 2022 : 1 600 000€

Subventions attribuées en 2022 : 1 472 440€ (dont 125 000€ de CEJ part CAF pour la SCOPE)

**CONTRIBUTIONS AUTRES SUBVENTIONS**

- **Contribution au CCAS** 695 000 €
- **Contribution aux écoles privées** 440 000 €
- **Autres contributions** 73 500 €

Dont :

- ♦ SIVU Bournan 50 000 €
- ♦ Entente aménagement Authion 11 500 €
- ♦ Département / Fonds Solidarité Logement : 8 500 €

**CHARGES FINANCIERES 520 000 €**

	BP 2022	BP 2023	Evolution 2022/2023	Commentaires
Intérêts de la dette	635 000 €	520 000 €	-115 000 €	Impact du désendettement et du choix de ne pas recourir à l'emprunt en 2022 au regard des conditions de marché défavorables

**CHARGES EXCEPTIONNELLES 12 500 €**

- ♦ Titres annulés sur exercices antérieurs 5 500 €
- ♦ Diverses pénalités 3 000 €
- ♦ Secours, bourses et prix 4 000 €

### III-LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

RECETTES D'INVESTISSEMENT			
	2023	Répartition 2023	Evolution 2022/2023
Cession des immobilisations	400 000 €	1,9%	-900 000 €
Recours à emprunt et Cautions	4 604 750 €	21,4%	570 450 €
Subventions d'équipement	6 163 560 €	28,7%	217 530 €
F.C.T.V.A.	2 000 000 €	9,3%	370 000 €
Autres recettes	400 000 €	1,9%	100 000 €
Amortissement des immobilisations	1 620 000 €	7,5%	-180 000 €
Epargne brute	5 791 220 €	26,9%	62 200 €
Reprise anticipée excédents antérieurs	2 977 670 €	13,9%	349 730 €
<b>TOTAL RECETTES REELLES</b>	<b>23 957 200 €</b>	<b>111,5%</b>	<b>589 910 €</b>
Tranferts entre budgets	1 417 710 €	6,6%	-1 198 090 €
Opérations patrimoniales	500 000 €	2,3%	500 000 €
<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>	<b>1 917 710 €</b>	<b>8,9%</b>	<b>-698 090 €</b>
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>25 874 910 €</b>		<b>-108 180 €</b>

#### CESSIONS DES IMMOBILISATIONS 400 000 €

Biens	Montant
Terrain rue Pascal	250 000,00 €
Terrain rue aux Loups	90 000,00 €
Terrain rue de la Rompure	28 200,00 €
Biens mobiliers et immobiliers divers	31 800,00 €

#### RECOURS A L'EMPRUNT ET CAUTIONS 4 604 750 €

Le recours à l'emprunt en 2023 sera de 4 600 000€ et se décomposera comme suit :

- Prêts Caisse d'Allocations Familiales à taux zéro : 450 000€
- Prêt à contracter : 4 150 000€

L'endettement au 31/12/2023 sera de 28 869 520€

Pour 2022 :

La réglementation interdit aux établissements bancaires de prêter au-dessus du taux d'usure. Ce taux plafond, étant inférieur au coût de refinancement sur les marchés financiers, les établissements bancaires sollicités n'ont pas fait d'offre de prêt à taux fixe. Seules des offres à taux variable (index + marge) ont été formulées.

La Ville ne souhaitant pas souscrire de prêt porteur de risque a décidé de ne pas recourir à l'emprunt.

Les cautions à encaisser sont évaluées à 4 750€.

**SUBVENTIONS ATTENDUES SUR OPERATIONS D'INVESTISSEMENT 6 163 560 €**

Aménagements Urbains	Traversée de St Hilaire St Florent	491 600 €
	Quartier Croix Verte	321 230 €
	Réaménagement du Centre Ville	216 450 €
	Jardin des plantes	116 300 €
	Quartier du Chemin Vert - Espaces publics	89 350 €
	Kleber - Cales de Loire	80 000 €
	Mobilités durables - Circulations douces	28 930 €
Monuments Historiques	Temple protestant	466 690 €
	Eglise ND des Ardilliers	350 000 €
	Château Remparts	112 900 €
Enfance - Enseignement - Jeunesse	Crèche Chanzy	741 500 €
	Ecole Millocheau	431 570 €
	Regroupement écoles des Récollets et Arche d'Orée	18 500 €
	Cours des écoles - Traitement et Végétalisation	10 000 €
Gestion patrimoniale	NPNRU - Espace associatif et de jeunesse	1 635 480 €
	Travaux d'amélioration de la performance énergétique	60 000 €
	Moulin du Vigneau - Mise en sécurité	25 000 €
Sports	Maison des sports de combat	949 460 €
Culture	Restauration des collections et signalétique patrimoniale	18 600 €

**FONDS DE COMPENSATION TVA 2 000 000 €**

Il s'agit de la part de la TVA payée en 2022 sur les opérations d'investissement éligibles.  
La somme prévisionnelle, estimée avant la clôture des comptes 2022, sera ajustée en cours d'année au montant réel.

**AUTRES RECETTES D'INVESTISSEMENT 400 000 €**

	BP 2022	BP 2023
Taxe d'aménagement	200 000 €	200 000 €
Produit des amendes de police	100 000 €	200 000 €

Le produit des amendes de police est fonction du nombre de contraventions délivrées sur le territoire.  
Chaque contravention vaut un point. La valeur du point est fixée par le Comité des Finances Locales.

Le reversement par l'Etat au titre du produit des amendes de police s'est élevé à :

- 2019 : 247 562 €
- 2020 : 197 701 €
- 2021 : 97 785 €
- 2022 : 124 868 €

<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>	<b>1 620 000 €</b>
--	--------------------

L'amortissement des immobilisations correspond à la part prélevée chaque année sur les recettes de fonctionnement pour permettre le renouvellement des biens meubles (mobilier et matériel). Il s'additionne à l'affectation des résultats pour constituer l'autofinancement des investissements.

<b>EPARGNE BRUTE</b>	<b>5 791 220 €</b>
----------------------	--------------------

Il s'agit de la somme dégagée de la section de fonctionnement permettant d'autofinancer les besoins d'investissement. En analyse d'autofinancement, il convient d'y ajouter la dotation aux amortissements des immobilisations d'un montant de 1 620 000 €.

Ceci porte la capacité de la Ville à financer ses investissements par ses ressources internes propres à : 7 411 220€.

Cette capacité permettra de couvrir intégralement le remboursement du capital de la dette soit 3 630 000€, et pour 3 781 220€ les opérations d'investissement.

<b>REPRISE ANTICIPEE DES EXCEDENTS ANTERIEURS</b>	<b>2 977 670 €</b>
---	--------------------

Cette somme, traduite dans les éléments comptables du Budget Primitif comme un recours à l'emprunt, sera remplacée par une affectation en réserve, dès le vote du compte administratif de l'exercice 2022 et de l'affectation des résultats.

<b>TRANSFERTS ENTRE BUDGETS</b>	<b>1 417 710 €</b>
---------------------------------	--------------------

Ce poste regroupe les prestations croisées entre les trois budgets à caractère administratif à des fins d'équilibre global.

<b>OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	<b>500 000 €</b>
---------------------------------	------------------

Lorsque des marchés publics ont fait l'objet de versements d'avances et dès lors que le taux d'exécution du marché, tel que prévu aux clauses du Cahier des Charges Administratives Particulières (CCAP) est atteint, une part des avances versées doit être défalquée de chaque facture présentée au paiement.

Le constat comptable, de la partie de la facture présentée au paiement et déjà réglée par l'avance versée, se fait par une écriture de dépenses et de recettes du même montant et constitue des « opérations patrimoniales ».

Ces écritures dites d'ordre ne donnent pas lieu à des mouvements de trésorerie et ne constituent pas une modification de la valeur du patrimoine inscrit au bilan.

## **IV-LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT**

<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>			
	<b>2023</b>	<b>Répartition 2023</b>	<b>Evolution 2022/2023</b>
Opérations d'équipement brutes	19 940 250 €	9,0%	1 436 260 €
Remboursement dette et Cautions	3 634 750 €	1,6%	-909 550 €
Travaux en régie	300 000 €	0,1%	0 €
Subventions d'équipement versées	64 000 €	0,0%	60 000 €
<b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>	<b>23 939 000 €</b>	<b>111,4%</b>	<b>586 710 €</b>
Tranferts entre budgets	1 417 710 €	6,6%	-1 198 090 €
Amortissement des subventions perçues	18 200 €	0,1%	3 200 €
Opérations patrimoniales	500 000 €	2,3%	500 000 €
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>	<b>1 935 910 €</b>	<b>9,0%</b>	<b>-694 890 €</b>
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>25 874 910 €</b>		<b>-108 180 €</b>

### **OPERATIONS D'EQUIPEMENT BRUTES 19 940 250 €**

Les opérations d'équipement comprennent les études, les acquisitions, les travaux et la participation à l'opération conduite en contrat de concession « ZAC Vaulanglais-Noirettes ».

Pour 2023, les opérations se répartissent dans les rubriques suivantes :

Aménagement Urbain	6 053 620 €	30,36%
Sport, Education, Enfance, Jeunesse, Culture	5 607 900 €	28,12%
Gestion patrimoniale	4 817 000 €	24,16%
Monuments historiques	2 220 440 €	11,14%
Sécurité civile	572 000 €	2,87%
Administration et Moyens généraux	469 290 €	2,35%
Investissements imprévus	200 000 €	1,00%

### **Principaux programmes - Aménagement Urbain :**

- Place Marc Leclerc	1 490 000 €
- Quartier du Chemin Vert	865 000 €
- Voiries diverses	550 000 €
- Secteur Carabiniers de Monsieur - Chanzy - Gambetta	485 000 €
- Eclairage Public	469 000 €
- Quartier Croix Verte	455 000 €
- Place Kléber - Cale de Loire	428 000 €
- ZAC Vaulanglais - Noirettes	284 000 €
- Quartier St Jean et rues adjacentes	210 000 €
- Avenue de la Croix de Guerre	180 000 €
- Traversée St Hilaire (Ackerman/Palustre)	165 000 €

- Aménagements paysagers et aires de jeux	162 620 €
- Pont du Pressoir - Ouvrage d'art	150 000 €
- Rue de Beaulieu	130 000 €
- Circulations douces, toilettes publiques, mobilier urbain	30 000 €

### **Principaux programmes – Sport, éducation, enfance, jeunesse, culture**

- Maison des sports de combat	1 937 000 €
- Aménagement crèche Chanzy	1 270 000 €
- Ecole Millocheau	1 183 000 €
- Stade Rives du Thouet - Réfection terrain synthétique	500 000 €
- ALSH Petit Souper	300 000 €
- Travaux d'amélioration et matériel dans écoles	145 500 €
- Travaux dans équipements sportifs divers	90 000 €
- Ecoles Charles Perrault / Petit Poucet	70 000 €
- Ecoles des Récollets / Arche d'Orée	50 000 €

### **Principaux programmes – Gestion patrimoniale**

- NPNRU - Espace associatif et de jeunesse	3 750 000 €
- Salle Beaurepaire - Aménagement	100 000 €
- Travaux dans divers bâtiments	477 000 €
- Aide à la réhabilitation habitat (dont OPAH RU )	220 000 €
- Mise en accessibilité et conformité des ERP	100 000 €
- Réserves foncières	10 000 €
- Moulin du Vigneau - Mise en sécurité	100 000 €
- Chaufferies - Renouvellement	50 000 €

### **Principaux programmes – Monuments Historiques :**

- Eglise ND des Ardilliers	1 098 600 €
- Temple protestant	1 071 840 €

### **Principaux programmes – Sécurité Civile :**

- Rue des Caves - Confortement du soutènement	235 000 €
- Rue du pont Fouchard (n°1) - Mur de soutènement	150 000 €
- Chemin de Grenelle - Confortement du soutènement	85 000 €
- Rue Basses Perrières (n°7) - Mur de soutènement	40 000 €
- Risque cavités -Coteau - Incendie - Ouvrages d'art	62 000 €

### **Principaux programmes – Administration et Moyens généraux :**

- Renouvellement matériel services techniques	259 500 €
- Moyens des services (mobilier et matériel)	110 290 €
- Equipements informatiques (logiciel et matériel)	52 500 €
- Cimetières	47 000 €

<b>REMBOURSEMENT DE LA DETTE - CAUTIONS</b>	<b>3 634 750 €</b>
---	--------------------

- |  |            |
|--|------------|
| - Part en capital des annuités à payer en 2023 : | 3 630 000€ |
| - Cautions à rembourser :                        | 4 750€     |

<b>TRAVAUX EN REGIE</b>	<b>300 000 €</b>
-------------------------	------------------

Il s'agit de la traduction en valorisation des actions réalisées par les services municipaux et qui constituent des investissements. Cette valorisation intègre le coût des matériaux mis en œuvre et les heures de travail des agents y compris celles des services de bureau d'étude lorsque les chantiers sont conduits en maîtrise d'œuvre interne (conception, suivi et coordination de chantiers).

<b>SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES</b>	<b>64 000 €</b>
---	-----------------

- |  |          |
|--|----------|
| - Dispositif "commerce +"              | 60 000 € |
| - Dotation informatique écoles privées | 4 000 €  |